



SÉCURITÉ SACRIFIÉE, PERSONNELS ABANDONNÉS : LA DIRECTION LOCALE DOIT RENDRE DES COMPTES !

À croire que les erreurs du passé ne servent jamais de leçon !

La nuit du 31 juillet au 1er août 2026 restera une nouvelle fois le symbole d'un établissement qui sombre dans une gestion de plus en plus préoccupante.

Vers 22 h 30, une panne générale d'électricité a plongé le centre pénitentiaire dans une situation de crise. Pendant près d'une heure, nos collègues de nuit ont dû faire face, seuls, à la colère des personnes détenues qui ont multiplié les coups portés contre les portes des cellules, dans un climat de tension extrême. Comme lors des événements de 2024, l'établissement s'est retrouvé totalement privé de ses moyens de sécurité :

- plus de vidéosurveillance ;
- plus d'alarmes ;
- plus de dispositifs de sécurité ;
- plus aucun moyen technique permettant d'assurer la protection des personnels.

Le plus inquiétant reste l'absence totale de relais du groupe électrogène, pourtant récent, qui n'a pas rempli sa mission. Une défaillance inacceptable qui a privé l'établissement du minimum vital indispensable à la sécurité des agents, des personnes détenues et, au-delà, de la population carcassonnaise. Face à cette situation, les agents ont immédiatement alerté le gradé de nuit.

Ce dernier s'est rendu sans délai sur les lieux, a pris les décisions qui s'imposaient et a sollicité l'intervention des services de police afin d'assurer la sécurisation extérieure de l'établissement.

Il a également contacté l'astreinte de direction.

Et c'est précisément là que l'incompréhensible commence.

Malgré une situation d'urgence majeure, L'astreinte de direction ne s'est pas déplacée immédiatement sur site. Se retrancher derrière une prétendue indisponibilité (LOTO) alors que la sécurité d'un établissement pénitentiaire est directement engagée **est tout simplement inadmissible.**

Une présence sur place aurait permis d'évaluer immédiatement la situation et d'organiser, notamment, une sécurisation renforcée du chemin de ronde entre autres.

Deux ans après... rien n'a changé.

Comment est-il possible qu'après les graves événements de 2024, les mêmes défaillances se reproduisent ?
La réponse saute malheureusement aux yeux.

Cette direction locale semble aujourd'hui totalement dépassée par les enjeux de sécurité et par les responsabilités qui lui incombent. Les exemples ne manquent pas.

Comment peut-on :

- Ne pas remplacer les agents absents de nuit alors que la détention manque déjà cruellement d'effectifs ?
- Maintenir volontairement des agents malades au planning au lieu de demander leur remplacement, créant artificiellement des vacances de postes en détention ?
- Ignorer les règles élémentaires d'hygiène lorsqu'un véhicule ayant transporté un détenu infesté de punaises de lit n'est même pas désinfecté malgré les alertes ?
- Lancer des recrutements pour renforcer la zone parloir alors que les besoins prioritaires demeurent

en détention, où les carences mettent quotidiennement les personnels en difficulté ?

- Mobiliser des agents en uniforme sur la voie publique pour accompagner un chef d'établissement à une prestation de serment, alors que chaque effectif compte ?
- Renoncer au transfert des détenus ayant activement participé au blocage de l'établissement, laissant perdurer des situations à risque.
- Autoriser l'accès de sociétés extérieures avec des procédures d'autorisation parfois réalisées dans la précipitation, voire le jour même ?
- Refuser la reconnaissance de certains accidents de service tout en ne respectant pas les préconisations de la médecine de prévention ?
- Diligenter des contrôles à l'encontre d'agents victimes d'accidents de service en laissant entendre que les personnels de Carcassonne seraient systématiquement en souffrance psychologique ?

À force d'accumuler les décisions contestables, les personnels ne peuvent plus avoir confiance dans une direction qui donne trop souvent le sentiment de naviguer à vue.

Lorsque le chef d'établissement affirme suivre une feuille de route dictée par la DISP, nous nous interrogeons sérieusement sur la manière dont celle-ci est appliquée sur le terrain.

Les seuls qui tiennent encore cet établissement : les personnels de terrain .

FO JUSTICE CARCASSONNE tient à saluer le professionnalisme exemplaire des personnels présents cette nuit-là.

Grâce à leur sang-froid, leur engagement et leur sens du devoir, une situation qui aurait pu dégénérer a pu être maîtrisée.

Nous adressons également nos félicitations au gradé de nuit, qui a pris toutes les décisions nécessaires dans un contexte particulièrement dégradé.

Une fois encore, ce sont les personnels qui compensent les carences de l'administration.

FO JUSTICE CARCASSONNE exige désormais des actes.

FO JUSTICE CARCASSONNE exige :

- Un audit immédiat de l'ensemble des dispositifs de sécurité de l'établissement ;
- Des explications sur la défaillance du groupe électrogène ;
- Des comptes sur l'absence de déplacement de la direction d'astreinte !
- Un renforcement immédiat des effectifs de nuit ;
- Une remise à plat complète de l'organisation locale avant qu'un drame ne survienne.
-

Les agents n'ont plus à subir les conséquences d'une gestion qui met quotidiennement leur sécurité en péril.

**Parce qu'en matière de sécurité pénitentiaire,
l'amateurisme n'a pas sa place.**

FO JUSTICE CARCASSONNE ne peut que constater qu'en matière de gestion locale, certains semblent avoir fait leur choix.

FO JUSTICE CARCASSONNE restera mobilisé et ne laissera jamais les personnels seuls face à ces dérives.

FO JUSTICE CARCASSONNE

TOUJOURS AU PLUS PRES DES PERSONNELS

Le bureau local FO JUSTICE CARCASSONNE

LE 01 AOUT 2026

**ÉLECTIONS
PROFESSIONNELLES**

**FO RÉSISTER!
RIEN LÂCHER!**

JE VOTE FO Justice

